

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	20.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Entwicklungszusammenarbeit
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Postulat
Datum	01.01.1965 - 01.01.2022

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Ammann, Amando
Barras, François
Bernet, Samuel
Bovey, Audrey
Burgos, Elie
Caretto, Brigitte
Eperon, Lionel
Huguenet, François
Käppeli, Anita
Pasquier, Emilia
Schnyder, Sébastien
Terribilini, Serge

Bevorzugte Zitierweise

Ammann, Amando; Barras, François; Bernet, Samuel; Bovey, Audrey; Burgos, Elie; Caretti, Brigitte; Eperon, Lionel; Huguenet, François; Käppeli, Anita; Pasquier, Emilia; Schnyder, Sébastien; Terribilini, Serge 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Entwicklungszusammenarbeit, Postulat, 1990 - 2021*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 20.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Aussenpolitik	1
Beziehungen zur EU	1
Beziehungen zu internationalen Organisationen	2
Zwischenstaatliche Beziehungen	2
Entwicklungspolitik	2
Infrastruktur und Lebensraum	7
Umweltschutz	7
Allgemeiner Umweltschutz	7
Bildung, Kultur und Medien	7
Bildung und Forschung	7
Grundschulen	7
Berufsbildung	7

Abkürzungsverzeichnis

UNO	Organisation der Vereinten Nationen
DBA	Doppelbesteuerungsabkommen
SECO	Staatssekretariat für Wirtschaft
APK-SR	Aussenpolitische Kommission des Ständerates
OSZE	Organisation für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa
NGO	Nichtregierungsorganisation
ETH	Eidgenössische Technische Hochschule
OECD	Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
SEM	Staatssekretariat für Migration
EU	Europäische Union
EVD	Eidgenössisches Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung
SBFI	Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation
DEZA	Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit
WAK-NR	Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Nationalrats
EDA	Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten
WBF	Eidgenössisches Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung
UNHCR	Hoher Flüchtlingskommissar der Vereinten Nationen
EHB	Eidgenössisches Hochschulinstitut für Berufsbildung
IKRK	Internationales Komitee vom Roten Kreuz
IBBZ	Internationale Berufsbildungszusammenarbeit
Stiftung Zewo	Schweizerische Zertifizierungsstelle für gemeinnützige Spendensammelnde Organisationen
IZA	Internationale Zusammenarbeit
SIFEM	Swiss Investment Fund for Emerging Markets

ONU	Organisation des Nations unies
CDI	Convention de double imposition
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
CPE-CE	Commission de politique extérieure du Conseil des Etats
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
ONG	Organisation non gouvernementale
EPF	École polytechnique fédérale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
SEM	Secrétariat d'Etat aux migrations
UE	Union européenne
DFE	Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche
SEFRI	Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation
DDC	Direction du développement et de la coopération
CER-CN	Commission de l'économie et des redevances du Conseil national
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
DEFR	Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche
HCR	Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
IFFP	Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CIFP	Coopération internationale en matière de formation professionnelle
Fondation Zewo	Service suisse de certification pour les organisations d'utilité publique collectant des dons
CI	coopération internationale
SIFEM	Swiss Investment Fund for Emerging Markets

Allgemeine Chronik

Aussenpolitik

Aussenpolitik

POSTULAT
DATUM: 24.03.1995
LIONEL EPERON

La Chambre basse a transmis un postulat Haering (ps, ZH) invitant le Conseil fédéral à renforcer l'engagement de la Suisse en faveur de la **promotion et du maintien de la paix** dans le monde en permettant, à cette fin, une augmentation des ressources en personnel et en moyens financiers et en effectuant un travail d'information auprès du public. Plus concrètement, le texte propose notamment d'accroître le soutien financier de la Confédération en faveur de l'ONU, de l'OSCE, du CICR et du Corps suisse d'aide en cas de catastrophe, ainsi que de favoriser les interventions diplomatiques et les envois de personnel qualifié, tant militaire que civil. ¹

POSTULAT
DATUM: 19.06.2020
AMANDO AMMANN

Nationalrat Niklaus Gugger (evp, ZH) forderte den Bundesrat mit seinem Postulat dazu auf, eine **«Strategie der Schweiz für den Umgang mit den afrikanischen Staaten»** für die kommenden zehn Jahren vorzulegen. Der Bundesrat solle einen «Whole of Government»-Ansatz verfolgen und die Aussenpolitik und Entwicklungszusammenarbeit mit Aspekten der Steuerpolitik, der Migrations- und Arbeitsmarktpolitik, der Umwelt- und Klimapolitik sowie der Wirtschaftspolitik verknüpfen. Der Postulant nahm in seiner Begründung Bezug auf den Aussenpolitischen Bericht 2018, in dem verdeutlicht werde, dass ein prosperierender afrikanischer Kontinent im Interesse der Schweiz sei. Auch sei der Fokus auf afrikanische Staaten in der IZA-Botschaft 2021-2024 ein Hinweis darauf, dass Afrika in Zukunft für die Schweiz an Bedeutung gewinnen dürfte. Während die Perspektive des EDA in den vorliegenden Berichten omnipräsent sei, bliebe das Vorgehen der anderen Departemente in Fragen der zukünftigen Afrika-Strategie aussen vor. Der Bundesrat beantragte die Annahme des Postulats, da im Anschluss an die neue Aussenpolitische Strategie 2020-2023 mehrere regionale Strategien, unter anderem auch für Afrika, geplant seien und die Arbeit daran 2020 beginnen werde.

in der Sommersession 2020 folgte der Nationalrat der Empfehlung der Exekutive und nahm das Postulat stillschweigend an. ²

Beziehungen zur EU

POSTULAT
DATUM: 17.12.2004
ELIE BURGOS

Suivant l'avis du Conseil fédéral, le Conseil national a adopté un postulat Walker (pdc, SG). Ce dernier invitait le gouvernement à présenter un **programme de mise en œuvre institutionnelle de la contribution de cohésion** en précisant comment celle-ci serait financée, et quels en seraient les effets financiers et structurels sur les crédits-cadre actuels de l'aide aux pays de l'Est et de la coopération au développement. Le postulat demandait en outre de spécifier comment la mise en œuvre interne se ferait, comment les responsabilités seraient réparties, et comment la coordination avec l'UE et d'autres pays ou organisations donateurs serait garantie, de manière à assurer un mise en œuvre effective. Le Conseil fédéral a eu l'occasion de préciser, en fin d'année, sa position par rapport à la contribution suisse à l'effort de cohésion de l'UE. Dans sa réponse à une interpellation du groupe des Verts au Conseil national, le gouvernement a précisé que les départements rapporteurs seraient le DFAE et le DFE. Ces derniers élaboreront ainsi conjointement les lignes directrices des contributions suisses. Il a ajouté que ceux-ci choisiront librement les projets auxquels un soutien financier sera apporté. À la fin de l'année sous revue, de nettes divergences persistaient entre la Suisse et l'UE. Cette dernière voulait une contribution non seulement pour les dix nouveaux membres, mais également pour le Portugal, l'Espagne et la Grèce. De plus, Bruxelles souhaitait la conclusion d'un accord avec l'UE, alors que Berne entendait traiter individuellement avec chacun des nouveaux Etats membres. ³

Beziehungen zu internationalen Organisationen

POSTULAT
DATUM: 26.06.1998
FRANÇOIS HUGUENET

Lors d'une session spéciale, l'assemblée générale de l'ONU a sollicité **la mise en place par la Suisse d'une commission d'experts** chargée d'étudier la politique d'implantation de colonies menées par Israël. Cette requête de l'ONU a fait suite à l'adoption d'une résolution condamnant la politique de l'Etat hébreu et exigeant l'application de la quatrième Convention de Genève (protection de la population civile en temps de guerre) dont la Suisse est dépositaire. Le Conseil national a transmis à ce sujet un postulat de sa Commission de politique étrangère (CPE) qui demandait également que dans le cadre du processus de paix, le Conseil fédéral débloque un crédit permettant de poursuivre la coopération au développement ainsi que l'aide humanitaire avec la Palestine. Le gouvernement a toutefois précisé que la poursuite du programme spécial en faveur de la Palestine était intégrée dans la planification financière de la DDC et ne ferait pas l'objet d'un nouveau crédit.⁴

Zwischenstaatliche Beziehungen

POSTULAT
DATUM: 22.06.2007
ELIE BURGOS

Le Conseil national a adopté, sur avis favorable du Conseil fédéral, un postulat de sa commission de politique extérieure (en lien avec une l'initiative parlementaire Freysinger 06.411 à laquelle le Conseil national a refusé de donner suite), qui demandait au gouvernement de faire un **rapport sur les activités des ONG soutenues par la DDC** dans les territoires palestiniens et en Israël.⁵

POSTULAT
DATUM: 16.03.2012
EMILIA PASQUIER

Après opposition, le Conseil national a transmis le postulat Rossini (ps, VS) qui souhaite instaurer une collaboration avec la Roumanie pour **lutter contre les incendies**. Cette collaboration, qui pourrait s'inscrire dans « l'Opération Villages Roumains », se traduit par le transfert d'un matériel de lutte contre le feu. Ce matériel, jugé désuet en Suisse, serait toujours utilisable dans certains pays. Le postulat a été adopté par 106 voix contre 85, les voix de l'opposition émanant de la totalité du groupe de l'UDC et de la majorité du groupe radical-libéral.⁶

Entwicklungspolitik

POSTULAT
DATUM: 03.10.1990
BRIGITTE CARETTI

Les initiatives prises dans le cadre de la promotion du commerce et de l'industrialisation épaulent les efforts faits par les pays en développement afin de diversifier leur économie et atteindre une certaine croissance. Elles contribuent à renforcer leur fondement en la matière ainsi qu'à assainir leur balance commerciale et se rapportent à quatre secteurs: la production et la transformation de produits de base, l'industrialisation et le transfert de technologies, la promotion des exportations et la rationalisation des politiques d'importation. Ces prestations se concentrent sur les petites et moyennes entreprises, la plupart du temps par le biais d'organismes multilatéraux et spécialisés.

Dans ce contexte d'ensemble, **les Chambres** acceptèrent deux postulats de leurs commissions économiques extérieures respectives. Basés sur **la pétition "Le désendettement: une question de survie"** des six organisations caritatives suisses – signée par près de 250'000 personnes – ils demandaient que, dans le cadre du 700ème anniversaire de la Confédération, **un fonds spécial** soit créé et affecté au désendettement des pays les plus pauvres. Au contraire de la pétition, les textes finalement adoptés accompagnent cette aide extraordinaire de mesures de coopération au développement. Alors que celui entériné par la petite chambre n'indique aucun montant spécifique, celui admis par la grande chambre fixe un chiffre de 700 millions de francs. Dans cette dernière enceinte, tous les groupes soutinrent cette proposition, à l'exception, à une courte majorité, des démocrates du centre.⁷

POSTULAT
DATUM: 13.12.1996
LIONEL EPERON

Le Conseil national a transmis un postulat (96.3120) Eymann (pl, BS) invitant le gouvernement à prévoir, dans le cadre de la coopération au développement, des projets visant à encourager la production d'**énergies renouvelables** dans les pays du Tiers-monde. Lors de la session parlementaire d'hiver, la même chambre devait en outre transmettre un postulat Zapfl (pdc, ZH) priant le gouvernement de faire le point sur la **politique de coopération** avec les pays de l'Est et du Sud en soumettant à cette fin au parlement un **rapport** rendant compte des événements de cette dernière

décennie.⁸

POSTULAT
DATUM: 18.12.1998
FRANÇOIS HUGUENET

Par le biais d'un postulat Maury Pasquier (ps, GE) transmis par la chambre du peuple, le Conseil fédéral a été prié de **respecter les engagements pris lors de la Conférence internationale du Caire en 1994**. Il s'agit notamment de promouvoir la coopération au développement dans le domaine de l'éducation sexuelle et de la planification familiale, ceci dans le but d'améliorer le statut de la femme.⁹

POSTULAT
DATUM: 23.03.2001
FRANÇOIS BARRAS

Une motion Hollenstein (pe, SG) a été transmise par le Conseil national comme postulat. Elle demandait au Conseil fédéral de mettre sur pied une loi afin de mieux encadrer le **personnel travaillant dans le développement en terrain étranger**. Une meilleure protection sociale et un réajustement des prestations salariales sont à la base de la proposition de la parlementaire. Selon le gouvernement, les travaux de la DDC vont justement dans le sens d'une nouvelle évaluation des règlements et des structures existants, ce qui ne justifie pas une nouvelle loi.¹⁰

POSTULAT
DATUM: 13.09.2005
ELIE BURGOS

Le Conseil des Etats s'est penché sur la question de l'aide au développement en fin d'année. Sa commission de politique extérieure (CPE-CE) a notamment proposé un postulat demandant au Conseil fédéral d'examiner l'opportunité de réduire le nombre de pays et de thèmes prioritaires soutenus dans le cadre de la coopération au développement, mais également de prendre des mesures pour **améliorer la cohérence** de la politique de coopération. Elle a notamment émis des doutes quant à l'efficacité des mesures de gestion civile des conflits et la promotion des droits de l'homme, notamment au Népal, au Sri Lanka, en Colombie et en Indonésie.¹¹

POSTULAT
DATUM: 20.03.2006
ELIE BURGOS

Le Conseil des Etats a adopté, durant l'année sous revue, un postulat de sa commission de politique extérieure, qui chargeait le Conseil fédéral d'étudier, en tenant compte des objectifs de politique extérieure, et dans le but d'améliorer l'efficacité, la cohérence et l'efficience de la **coopération suisse au développement**, une réduction du nombre de pays prioritaires et une réduction du nombre des thèmes prioritaires, et de soumettre au parlement ses conclusions sous la forme d'un rapport.¹²

POSTULAT
DATUM: 24.03.2006
ELIE BURGOS

Le Conseil national a adopté un postulat Gadiet (udc, GR), qui demandait au Conseil fédéral de préparer un rapport sur l'**engagement spécifique de la coopération suisse au développement en faveur des enfants et des jeunes**, et d'énumérer les mesures à prendre pour que la politique et la coopération suisses en matière de développement tiennent suffisamment compte, à tous les niveaux, des droits et des besoins des enfants et des jeunes.¹³

POSTULAT
DATUM: 21.03.2007
ELIE BURGOS

Le Conseil national a adopté tacitement un postulat du groupe radical-libéral, qui demandait au Conseil fédéral de **coordonner plus étroitement sa politique énergétique et sa politique du développement**. Il lui demandait en outre de veiller à ce que, dans les futurs messages de la DDC et du SECO fixant les crédits-cadres pour la période 2008 à 2011, la production d'énergie exempte d'émissions de CO2 occupe une place importante.¹⁴

POSTULAT
DATUM: 07.09.2009
SÉBASTIEN SCHNYDER

Le Conseil national a adopté un postulat Gross (ps, ZH) invitant le Conseil fédéral à examiner la possibilité de se joindre à l'action de la France et du Royaume-Uni et de **scolariser un million d'enfants en Afrique d'ici à 2012**. Ce postulat vise à participer aux Objectifs du millénaire pour le développement qui ont notamment pour but de scolariser tous les enfants de ce continent d'ici à 2015.¹⁵

POSTULAT
DATUM: 28.02.2011
ANITA KÄPPELI

Der Nationalrat überwies im Februar ein Postulat seiner Wirtschaftskommission, durch welches der Bundesrat verpflichtet wurde, in einem Bericht den **Nutzen und mögliche Nachteile eines Steuerinformationsaustauschabkommens mit Entwicklungsländern** für den Schweizer Finanzplatz darzulegen.¹⁶

POSTULAT
DATUM: 17.06.2011
ANITA KÄPPELI

Der Bundesrat soll in einem Bericht aufzeigen, anhand welcher Indikatoren die **Effizienz der Schweizer Entwicklungshilfe** gemessen werden könnte und wie es um den Wirkungsgrad der geleisteten Entwicklungszusammenarbeit steht. Dies forderte ein Postulat Egger-Wyss (cvp, AG), welches der Nationalrat im Juni überwies.¹⁷

POSTULAT
DATUM: 30.09.2011
ANITA KÄPPELI

In der Herbstsession überwies der Nationalrat zwei Postulate von Schneider-Schneiter (cvp, BL). Das eine forderte von der Landesregierung eine **Strategie zur Schaffung einer kohärenten und wirksamen Entwicklungspolitik**, in der die verwaltungsinterne Zusammenarbeit zwischen der DEZA und dem SECO besser institutionalisiert und ausgerichtet wird. Das andere (11.3369) verlangte vom Bundesrat eine **Neuausrichtung der Partnerschaften in der Entwicklungszusammenarbeit**, welche nebst wirtschaftlichen und geographischen Kriterien auch sicherheits- und migrationspolitische Überlegungen beinhalten sollte. Zudem sollte der Privatsektor zu einem bedeutenderen Partner der Schweizer Entwicklungszusammenarbeit werden.¹⁸

POSTULAT
DATUM: 15.06.2012
EMILIA PASQUIER

Toujours dans le cadre des bouleversements politiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le Conseil national a adopté en juin un postulat Wermuth (ps, AG) qui demande au Conseil fédéral d'encourager les **partenariats communaux** entre les villes ou communes suisses et les villes ou communes des pays arabes ou nord-africains libérés. Malgré un rejet unanime de la part de l'UDC appuyé par une vingtaine de parlementaires des partis bourgeois, le postulat a été accepté par 112 voix contre 71 et 4 abstentions.¹⁹

POSTULAT
DATUM: 05.03.2013
EMILIA PASQUIER

Un postulat préparé par la CER-CN a été présenté au Conseil national en mars. Le texte déposé demande que le Conseil fédéral inclue de nouveaux éléments dans son rapport « **Avantages et inconvénients d'accords sur l'échange de renseignements avec des pays en développement** ». Plus précisément, la CER-CN pose les questions suivantes : à quelles conséquences financières fait face un pays en développement lors de la conclusion d'une convention de double imposition (CDI)? La conclusion d'une CDI avec un pays en voie de développement a-t-elle des implications sur les investissements directs suisses ? Comment la décision de conclure une CDI ou un AERF (Accord sur l'échange de renseignements en matière fiscale) est-elle motivée ? Ces accords respectent-ils les exigences de l'OCDE et du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales ? Le postulat a été adopté par 102 voix contre 65.²⁰

POSTULAT
DATUM: 16.06.2015
AMANDO AMMANN

Mittels Postulat forderte Ständerat Eder (fdp, ZG) den Bundesrat im März 2015 dazu auf, Massnahmen zur **Förderung des Schutzes der Flüchtlinge aus Syrien mittels humanitärer Hilfe vor Ort** in den Bereichen Nothilfe und Wiederaufbauhilfe zu prüfen. Eder schlug vor, dass die Finanzierung durch die bereits existierenden Rahmenkredite «Humanitäre Hilfe» und «Entwicklungszusammenarbeit» erfolgen sollte und bei Bedarf die Zusatzfinanzierung durch einen ausserordentlichen Rahmenkredit zu prüfen sei. Die Begründung des Postulats entsprach derjenigen, welche auch Nationalrätin Schmid-Federer (cvp, ZH) in ihrem beinahe identischen Postulat formuliert hatte. So müsse die Schweiz ihr Engagement in der Krisenregion erhöhen, um die kritische Unterbringungs- und Versorgungslage in den Flüchtlingslagern in Syrien und dessen Nachbarländern zu verbessern und dadurch den Migrationsdruck auf Europa zu mildern. Der Bundesrat legte in seiner Stellungnahme die bisherigen Massnahmen der Schweiz im Rahmen der Nothilfe für Syrien dar und betonte, dass ein Wiederaufbau Syriens angesichts der gegenwärtigen Lage ausser Frage stehe. Dennoch werde er auch in Zukunft die durch das Postulat geforderten Massnahmen und deren Finanzierung überprüfen. Daher beantragte er die Annahme des Postulats. Der Nationalrat beschäftigte sich in der Sommersession 2015 mit dem Postulat. Da der Bundesrat kurz nach Einreichung des Vorstosses neue Massnahmen für die Opfer des Syrienkonflikts verabschiedet hatte, beschränkte sich Ständerat Eder darauf, den

langsamen Aufnahmeprozess von 3000 syrischen Flüchtlingen in die Schweiz zu bemängeln. Bundesrat Burkhalter begründete das von Eder bemängelte Tempo des Vorgehens mit der komplexen Koordination zwischen Bund, Kantonen und dem UNHCR und der damit einhergehenden umfangreichen Vorbereitung. Das Postulat wurde im Anschluss ohne Gegenstimme angenommen.²¹

POSTULAT
DATUM: 08.03.2017
AMANDO AMMANN

Nationalrat Béglé (cvp, VD) gab dem Bundesrat im September 2016 mit seinem Postulat «**Mehr Unterstützung für die Ausbildung in Flüchtlingslagern**» den Auftrag zu prüfen, wie sich Berufsbildungsprogramme und universitäre Bildungsangebote in Flüchtlingslager besser unterstützen liessen. Die Förderung höherer Bildung für Flüchtlinge gehöre seit 2012 zu den wichtigsten Zielen des UNHCR und Projekte wie das Dafi-Programm (Deutsche Akademische Flüchtlingsinitiative Albert Einstein) ermöglichten bereits über 2240 Flüchtlingen den Zugang zu höherer Bildung in 41 Empfangsländern. Auch die NGO Swiss International Humanitarian Organization habe, unter anderem in Kooperation mit der ETHL, in Burundi eine Universität in einem Flüchtlingslager gegründet, so Béglé.

Der Bundesrat anerkannte die grosse Bedeutung von (Berufs-)Bildung für Menschen auf der Flucht und verwies auf die Botschaft über die IZA 2017-2020, wonach die Mittel für die Grundschul- und Berufsbildung um 50 Prozent erhöht werden sollen. Bisher habe sich die Schweiz vor allem in diesem Bildungsbereich engagiert, doch man werde prüfen wie diese Bemühungen im Rahmen der Botschaft zur IZA auch in Bezug auf höhere Bildung verstärkt werden könnten. Der Bundesrat beantragte daher die Annahme des Postulats.

In der Frühlingssession 2017 diskutierte der Nationalrat das Postulat, weil Andreas Glarner (svp, AG) dieses bekämpfte und forderte, dass man sich zuerst um die elementarsten Bedürfnisse kümmern müsse, bevor man in die Ausbildung investiere. Der anwesende Bundesrat Didier Burkhalter zeigte sich etwas verärgert über das Votum Glarner und bat diesen darum, «nicht alles zu vermischen». Das Postulat schlage eine Verknüpfung von humanitärer Nothilfe und Entwicklung vor. Gerade bei Langzeitflüchtlingen gehe es über reine Nothilfe hinaus. Zudem sei Bildung ein Mittel zur Minderung der Gefahr terroristischer Rekrutierung. Der Nationalrat folgte der Empfehlung des Bundesrats und nahm das Postulat mit 126 zu 65 Stimmen an. Dagegen stimmten ausschliesslich die Fraktionskolleginnen und -kollegen von Andreas Glarner.²²

POSTULAT
DATUM: 28.09.2018
AUDREY BOVEY

Le postulat déposé par le libéral-radical Jacques Bourgeois (plr, FR), a été adopté par le Conseil national lors de la session parlementaire d'automne 2018. Par son intervention, l'élu fribourgeois demande au Conseil fédéral d'établir un rapport visant à évaluer les possibilités d'**optimisation et de coordination des instruments de la coopération au développement**. A cet effet, le conseiller national s'interroge notamment sur les synergies envisageables entre les différents systèmes de soutien financier au développement – SIFEM SA, Coopération et développement économique du SECO ou Coopération suisse au développement – afin «d'optimiser sur le plan financier les deniers publics octroyés à la Coopération au développement».

Le Conseil fédéral s'était auparavant également prononcé en faveur de l'acceptation du postulat.²³

POSTULAT
DATUM: 28.09.2018
AMANDO AMMANN

Mittels Postulat forderte Jacques Bourgeois (fdp, FR) im Juni 2018 einen Bericht zur **Optimierung und Koordinierung der Instrumente der Entwicklungszusammenarbeit**. Der Bericht solle insbesondere die Arbeit der SIFEM AG (der Entwicklungsfinanzierungsgesellschaft des Bundes), des «Leistungsbereichs Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung» des SECO und der Entwicklungszusammenarbeit der Schweiz im Allgemeinen untersuchen und dabei einen Vergleich hinsichtlich der Funktionsweise, der Unterstützungsleistungen und allfälligen finanziellen Ergebnissen anstellen. Darüber hinaus verlangte Bourgeois die Untersuchung der möglichen Synergien zwischen diesen Systemen, sowie die Erarbeitung von Massnahmen, um die Effizienz zu erhöhen. Der Postulant begründete sein Anliegen damit, dass sich die SIFEM AG seit ihrer Gründung extrem positiv entwickelt habe, und man daher einen Vergleich zwischen derart neuartigen Finanzierungssystemen und herkömmlichen Instrumenten der internationalen Entwicklungszusammenarbeit vornehmen müsse.

Der Bundesrat beantragte die Annahme des Postulats und der Nationalrat nahm es in der Herbstsession 2018 stillschweigend an.²⁴

POSTULAT
DATUM: 18.06.2019
AMANDO AMMANN

Der Bundesrat forderte im Bericht über Motionen und Postulate der eidgenössischen Räte im Jahre 2018 (19.006) die Abschreibung des Postulats Béglé (cvp, VD; Po. 16.3887) «**Mehr Unterstützung für die Ausbildung in Flüchtlingslagern**», da dessen Anliegen erfüllt worden sei. Die DEZA sei im Rahmen der Strategie zur IZA 2017-2020 mit der Ausarbeitung verschiedener Projekte zur Förderung von Berufsbildung mit Abschlussdiplom oder universitärer Bildung beschäftigt. Unter anderem ermögliche man Opfern von Boko Haram in Niger mithilfe von Kursen den Einstieg in den Arbeitsmarkt. Generell wolle man in Zukunft die Integration der Flüchtlinge in die staatlichen Bildungssysteme im Nahen Osten fördern.
In der Sommersession 2019 wurde das Postulat vom Nationalrat abgeschrieben.²⁵

POSTULAT
DATUM: 15.06.2020
AMANDO AMMANN

Im Dezember 2018 reichte Nationalrat Thomas Weibel (glp, ZH) ein Postulat mit dem Titel «**Evidenzbasierte Ansätze und Wirksamkeitsstudien in der internationalen Zusammenarbeit**» ein. Damit wollte er den Bundesrat beauftragen, in der kommenden Botschaft zur Strategie der IZA 2021-2024 zu ermitteln, inwiefern evidenzbasierte Ansätze und Wirksamkeitsstudien zur strategischen Planung und Priorisierung von Projekten sowie zur internen Aus- und Weiterbildung genutzt werden könnten. Weibel führte in seiner Begründung an, dass Länder wie die USA, Grossbritannien und Deutschland ihre Entwicklungszusammenarbeit bereits seit längerem anhand der wissenschaftlichen Evidenz ausrichteten. Zudem hätten DEZA und EDA in der Vergangenheit positive Erfahrungen mit Wirkungsstudien gemacht.
Der Bundesrat machte in seiner Stellungnahme klar, dass er die Förderung evidenzbasierter Ansätze in der Botschaft zur IZA befürworte. Die Analyse von Kausalitätsbeziehungen und der Kostenwirksamkeitsvergleich von Projekten seien wichtige Instrumente, um strategische Entscheide treffen zu können. Dementsprechend beantragte er die Annahme des Postulats.
In der Frühlingssession 2019 nahm der Nationalrat das Postulat stillschweigend an.
Mit der Publikation der Botschaft zur Strategie der internationalen Zusammenarbeit 2021-2024 im Februar 2020 beantragte der Bundesrat die Abschreibung des Postulats, da die Forderung des Antrags damit erfüllt worden sei. Der Nationalrat hiess diesen Antrag in der Sommersession 2020 gut.²⁶

POSTULAT
DATUM: 19.03.2021
AMANDO AMMANN

Im Dezember 2020 verlangte Nationalrätin Elisabeth Schneider-Schneiter (cvp, BL) vom Bundesrat die Erarbeitung eines Berichts zur **Bundesbeteiligung und den gesetzlichen Grundlagen bei schweizerischen NGO**, die im Bereich der IZA tätig sind. Der Bericht solle transparent machen, welche NGO-Aktivitäten mit welchen Finanzierungsinstrumenten zu welchem Zweck mit Bundesmitteln finanziert werden. Nebst einer Auflistung aller NGOs, Leistungsaufträgen und Subventionen solle der Bericht ausserdem die Interessenbindungen der finanzierten NGOs enthalten. Schneider-Schneiter forderte überdies eine Erklärung bezüglich der Finanzierungsvoraussetzungen der NGOs und der Rolle der ZEWO als Zertifizierungsorganisation. Sie begründete das Postulat damit, dass sich Entwicklungshilfeorganisationen zunehmend mit entwicklungspolitischen Forderungen im Inland, statt mit konkreter Entwicklungshilfe im Ausland befassten. Transparenz im Umgang mit NGOs sei notwendig, um das Vertrauen der Schweiz in die Entwicklungsorganisationen nicht aufs Spiel zu setzen.
Der Bundesrat zeigte Verständnis für Schneider-Schneiters Forderung nach Transparenz und verwies auf die öffentlich zugänglichen Dokumentationen des EDA und des WBF. Nichtsdestotrotz wollte er diese Informationen mithilfe des geforderten Berichts ergänzen und empfahl das Postulat daher zur Annahme.
Der Nationalrat folgte in der Frühjahrssession 2021 dieser Empfehlung und nahm das Postulat stillschweigend an.²⁷

POSTULAT
DATUM: 18.06.2021
AMANDO AMMANN

Mittels Postulat forderte Claudia Friedl (sp, SG) den Bundesrat dazu auf, eine **Strategie für die aktive Teilhabe von Frauen in der Entwicklungszusammenarbeit und Friedensförderung** zu erarbeiten. Die wichtige Rolle von Frauen in diesen Themenfeldern sei zentral, um diese nachhaltig zu gestalten, begründete die Motionärin ihr Anliegen. In der Aussenpolitik herrsche eine einseitige Auffassung von Sicherheit und Wiederaufbau vor, so dass die Bedeutung der sozialen Komponente, insbesondere der von Frauen getragenen Care-Ökonomie noch unterschätzt werde. Friedl forderte mehr Investitionen in die soziale und nicht nur die physische Infrastruktur, damit Frauen in den betroffenen Gebieten effektiv an Friedensprozessen und Entwicklungsprojekten teilnehmen könnten. Die Schweiz sei in diesem Bereich bereits

aktiv, doch für die Zukunft bedürfe es einer Analyse des Ist-Zustands und darauf aufbauend einer aussenpolitischen Strategie für nachhaltige Sicherheit. Der Bundesrat beantragte die Annahme des Postulats. Das Postulat wurde in der Sommersession 2021 von Roland Rino Büchel (svp, SG) bekämpft, weshalb es zu einem späteren Zeitpunkt im Nationalrat diskutiert werden wird.²⁸

Infrastruktur und Lebensraum

Umweltschutz

Allgemeiner Umweltschutz

D'autre part, le Conseil national a transmis le postulat Segmüller (pdc, SG) invitant le Conseil fédéral à prévoir un crédit de programme permettant le financement de mesures de **protection de l'environnement dans les pays en voie de développement**.²⁹

POSTULAT
DATUM: 14.12.1990
SERGE TERRIBILINI

Bildung, Kultur und Medien

Bildung und Forschung

Grundschulen

Im Sommer 2017 reichte Claude Béglé (cvp, VD) ein Postulat ein, um die **Erfahrungen der Schweiz in der Grund- und Berufsbildung bei den ärmsten Ländern der Welt bekanntzumachen**. Es sei ihm bewusst, dass das Schweizer System in den Entwicklungsländern nicht eins zu eins übernommen werden könne. Der Bundesrat solle jedoch prüfen, wie das Bildungssystem in diesen Ländern angepasst werden müsste, damit die dort lebenden Talente besser ausgeschöpft werden könnten, womit letztlich die wirtschaftliche Selbständigkeit dieser Länder gefördert werden könne. Bundesrat Cassis führte in der Nationalratsdebatte Mitte März 2018 aus, dass die Deza bereits eine Studie in Auftrag gegeben habe, die Aufschluss darüber geben solle, ob sich Investitionen in die Grundbildung in Entwicklungsländer lohnen würden oder nicht. Daher brauche es das Postulat nicht unbedingt. Um die eingeschlagene Richtung zu bekräftigen, empfehle der Bundesrat das Postulat dennoch zur Annahme. Der Nationalrat lehnte das Postulat jedoch mit 106 zu 84 Stimmen (1 Enthaltung) ab.³⁰

POSTULAT
DATUM: 15.03.2018
SAMUEL BERNET

Berufsbildung

Mitte Juni reichte Claude Hêche (sp, JU) im Ständerat ein Postulat ein, mit dem die **Schaffung einer Task-Force zur Unterstützung, Beratung und Förderung des Berufsbildungssystems im Ausland** geprüft werden sollte. Hêche sah Verbesserungspotenzial bei der internationalen Zusammenarbeit im Bereich Berufsbildung. Das duale Berufsbildungssystem der Schweiz geniesse international einen ausgezeichneten Ruf und habe das Potenzial, krisengebeutelten Ländern zu mehr Stabilität zu verhelfen. Zwar gestand Hêche ein, dass bereits diverse Akteure auf Bundes- und Kantonsebene, aber auch Unternehmen aus der Privatwirtschaft in verschiedenen Ländern Unterstützung in diesem Bereich leisten würden. Der Bundesrat solle aber prüfen, wie eine nichtpermanente Gruppe von Personen zusammengesetzt und ausgestattet sein müsste, damit die Vernetzung und Koordination der zahlreichen Akteure verbessert und die Zahl der Berufsbildungsprojekte im Ausland erweitert werden könnte.

In seiner Stellungnahme im August 2017 erklärte der Bundesrat, dass er die Bedeutung der internationalen Berufsbildungszusammenarbeit (IBBZ) erkannt habe, und zwar sowohl für die Partnerländer, deren soziale und wirtschaftliche Entwicklung damit gefördert werde, als auch für die Schweiz, die so die internationale Anerkennung für ihre Berufsbildung stärken könne. Der Bundesrat führte aus, dass bereits 2014 eine formelle, interdepartementale Koordinationsgruppe – bestehend aus Vertretungen des SBFI, des Seco, der Deza, der Politischen Direktion, des SEM und des EHB – eingerichtet wurde, um sowohl die Koordination der verschiedenen Bundesstellen in der IBBZ zu verbessern, als auch um ein Netzwerk von nationalen Akteuren zu pflegen. Weil nach Ansicht des Bundesrates die IBBZ-Koordinationsgruppe die wesentlichen Punkte der von Hêche geforderten Task Force enthielt, beantragte der Bundesrat, das Postulat abzulehnen.

Eine Mehrheit des Ständerats liess sich von der Argumentation des Bundesrats jedoch

nicht überzeugen und nahm das Postulat mit 23 Ja- zu 15 Nein-Stimmen an.³¹

- 1) BO CN, 1995, p. 949 s.
- 2) AB NR, 2020, S. 1141; Po. 19.4628
- 3) BO CN, 2004, Annexes V, p. 175 ss.; LT, 13.11.04.; BO CN, 2004, p. 2172.
- 4) BO CN, 1998, p. 1527; NZZ, 19.3.98.
- 5) BO CN, 2007, p. 1142.
- 6) BO CN, 2011, p. 2264; 2012, p. 532.
- 7) BO CE, 1990, p.809ss.; BO CN, 1990, p.1481ss.; TW, 26.4. et 11.9.90; BaZ, 13.6.90; NZZ, 14.6.90; SGT, 30.8.90; presse du 21.9.90.
- 8) BO CN, 1996, p. 1199 s.; BO CN, 1996, p. 2404.
- 9) BO CN, 1998, p. 2845.
- 10) BO CN, 2001, p. 351
- 11) Communiqué de presse de la CPE-CE, 13.9.05.
- 12) BO CE, 2006, p. 200 s.
- 13) BO CN, 2006, p. 489.
- 14) BO CN, 2007, p. 503.
- 15) BO CN, 2009, p. 1349.
- 16) AB NR, 2011, S. 21 ff.
- 17) AB NR, 2011, S. 1266.
- 18) AB NR, 2011, S. 1843.
- 19) BO CN, 2012, p. 535, 1205.
- 20) BO CN, 2013, p. 53.
- 21) AB SR, 2015, S. 572 ff.
- 22) AB NR, 2017, S. 262; Po. 16.3887
- 23) BO CN, 2018, p. 1732
- 24) AB NR, 2018, S. 1732; Po. 18.3483
- 25) BBI, 2019, S. 2955 ff.
- 26) AB NR, 2019, S. 586; BBI, 2020, S. 2597 ff.; Po. 18.4301
- 27) AB NR, 2021, S. 660; Po. 20.4389
- 28) AB NR, 2021, S. 1478; Po. 21.3122
- 29) BO CN, 1990, p. 2429
- 30) AB NR, 2017, S. 1690; AB NR, 2018, S. 474 f.
- 31) AB SR, 2017, S. 731 f.